

L'Amérique latine et les Caraïbes : un bon marché

(Suite de la première page)

tions de produits canadiens de haute technologie progressent en pourcentage des importations totales.

Sur le plan économique, le consensus dans la région en faveur du libre-échange et l'attitude ouverte et chaleureuse à l'égard de l'investissement étranger devraient ouvrir d'intéressantes possibilités à l'entreprise canadienne. En effet, les discussions sur l'accession d'autres pays à l'ALENA, la création d'autres alliances commerciales et une plus grande libéralisation du marché confirment toutes ce diagnostic. De plus, les réductions tarifaires unilatérales entre le Brésil et l'Argentine et les accords commerciaux multilatéraux comme le marché commun du Cône sud (MERCOSUR), le Pacte Andin, le G-3, la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et le Marché commun centraméricain renforceront la compétitivité de la région sur la scène internationale.

Compte tenu de ce qui précède, il est donc probable que les exportations canadiennes dans la région connaîtront une croissance spectaculaire au cours des cinq prochaines années. Les perspectives d'un accord de libre-échange de l'hémisphère occidental pour 2005, projet auquel se sont ralliés les chefs de gouvernement réunis au sommet de Miami en décembre 1994 (et qui sera de nouveau abordé à un deuxième sommet, à Carthagène, en Colombie, au mois de mars) (voir page 11), ainsi que l'augmentation des échanges et des investissements à l'intérieur de la région et l'ouverture à la concurrence internationale sont le reflet d'une croissance forte et soutenue.

Un héritage commun, un avenir partagé

Malgré leur diversité, les pays de la région ont beaucoup de points communs avec le Canada. En effet, eux aussi ont subi les conséquences négatives d'une dette nationale croissante et d'une récession économique. La situation a favorisé la naissance de ce que l'on a appelé un « nouveau réalisme » dans toute

la région. Après des décennies de politiques tarifaires protectionnistes, ces pays ont accepté le libre-échange et l'ouverture des marchés. Même les pays les plus fermés admettent que pour réussir ils doivent améliorer leur cote de crédit, obtenir l'accès aux marchés extérieurs, encourager l'investissement étranger et renforcer leur compétitivité sur le marché international.

Économie

Les économies de la région évolueront à un rythme inégal en 1996. La croissance sera probablement plus faible, et même modeste, en Argentine, au Pérou, au Venezuela et au Mexique, mais devrait s'accroître au Chili. Le Brésil et les autres pays de la région maintiendront probablement leur forte croissance, et le rythme de croissance économique pour la région s'établira en moyenne à 3 %. Nombre de gouvernements de la région devraient continuer à mettre l'accent sur les restrictions budgétaires, la libéralisation des marchés et la privatisation des entreprises d'État.

Depuis une dizaine d'années, le Canada et beaucoup de pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont de plus en plus d'intérêts communs — sur le plan politique et en matière de commerce, d'investissement, de recherche et de technologie. La région se tourne de plus en plus vers le Canada pour les investissements, le savoir-faire et la technologie.

Nombre de ces pays dépendent de leurs importantes ressources naturelles dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche, des mines et de l'énergie pour bâtir et soutenir leur économie. Les compétences du Canada dans ces domaines devraient ouvrir des débouchés intéressants pour l'entreprise canadienne. La régionalisation de l'économie de ces pays suscite également de nouvelles possibilités en télécommunication, transport et réseaux de

distribution du gaz.

Commerce et investissement

L'entreprise canadienne est attirée par la croissance économique dynamique et le potentiel de la région. La rapide augmentation des échanges au cours des dernières années donne la mesure de l'évolution rapide du commerce avec le Canada. En 1994, les exportations canadiennes de biens et de services vers la région s'établissaient à 4,8 milliards \$, 21,2 % de plus que l'année précédente. L'accroissement des échanges est particulièrement marqué entre le Canada et le Mexique (1,05 milliard \$), le Brésil (972 millions \$), le Venezuela (607 millions \$), le Chili (312 millions \$), la Colombie (452 millions \$) et les pays de la CARICOM (251 millions \$). Vient renforcer cette tendance une croissance impressionnante, au cours des deux dernières années, des exportations de biens canadiens, entre autres, au Brésil (+100 %) et au Chili (+80 %).

Le marché des services constitue un autre domaine offrant des débouchés au Canada, comme le démontrent les chiffres de vente qui ont dépassé 1,3 milliard \$ en 1994. Au fur et à mesure que la région, au sens général, poursuit ses efforts visant à une restructuration économique accrue et à une amélioration des conditions de vie, cela devrait se traduire par une plus forte demande visant un grand éventail de services dans les domaines des affaires, professionnels, pédagogiques et de santé. La présence de plus en plus forte du Canada en Amérique latine et dans les Caraïbes se traduit aussi par des investissements appréciables, d'une valeur totale de près de 13 milliards \$, dont 3,5 milliards au Brésil et 7 milliards au Chili. Puisque la région cherche à se moderniser, à devenir plus productive et à être concurrentielle à l'échelle internationale, des investissements massifs seront

Voir page 7 — **Débouchés**

CANADEXPORT



Le point sur l'Amérique latine
(Brésil, Argentine, Colombie, Pérou)

LE BRÉSIL — À l'ère du nouveau

Il paraît que certains gens d'affaires canadiens se disent déçus du Brésil, qu'ils croyaient être une copie conforme des États-Unis, tandis que d'autres, qui s'attendaient à ce qu'il s'apparente à un pays d'Afrique, en reviennent perplexes. Or, le Brésil n'est ni l'un ni l'autre, et c'est, pourtant un pays que les Canadiens ont tout intérêt à mieux connaître.

L'année 1995 a été exceptionnelle pour le Brésil. Elle fut d'abord marquée, en janvier, par la visite à Rio de Janeiro du premier ministre Jean Chrétien à la tête d'une mission commerciale qui réunissait plus de 200 représentants des milieux des affaires canadiens. Cette visite, couronnée de succès, fut on ne peut plus opportune pour le Brésil, qui cherchait alors à consolider

sa toute nouvelle stabilité économique et politique.

On est porté à penser que le Brésil est un pays à l'inflation galopante où règne le chaos économique. Pourtant, sa croissance le place au neuvième rang mondial. C'est le pays le plus grand, mais aussi le plus industrialisé d'Amérique latine. On estime qu'en 1995, son PIB était de 540

milliards \$ US, ce qui est proche de celui du Canada. L'État de São Paulo, qui compte 32 millions d'habitants, en est le centre économique. On y enregistre près de 40 % de l'activité économique du pays. En fait, si São Paulo était un pays, il viendrait au troisième rang des pays d'Amérique latine, après le Mexique et l'Argentine!

Après son élection, en 1994, le gouvernement Cardoso a pris des mesures de libéralisation généralisée et amorcé un plan de redressement économique, le Plano Real, en vue de faire recouvrer au Brésil sa stabilité économique.

Le Brésil : suite page 11

Le Plano Real : Un plan pour l'avenir

Présenté en juillet 1994, le Plano Real a permis d'apporter une série de changements tant directs (par exemple, la nouvelle monnaie, le real) qu'indirects (un optimisme prudent, entre autres). Mais le résultat le plus tangible fut la chute vertigineuse du taux d'inflation mensuelle, qui s'élevait à près de 50 % et qui est actuellement inférieur à 2 %.

Pour le Canada, le Plano Real a permis d'éliminer l'hyperinflation, qui rendait la réalité commerciale extrêmement complexe, et a contribué à la poussée fulgurante de l'activité des entreprises canadiennes au Brésil.

La libéralisation de l'économie et l'ouverture du pays aux investissements étrangers, et à la libre concurrence dans le secteur privé, constituent le moteur de ce plan. Ce sont là des mesures essentielles si le Brésil veut augmenter sa capacité de production de façon à devenir un intervenant majeur à l'échelle internationale.

S'il est vrai que le Plano Real a revigoré le climat économique et financier du Brésil, ce n'est qu'à long terme que l'on saura s'il va réellement porter fruit. Toutefois, les experts sont unanimes à dire qu'il y a plusieurs décennies que le Brésil n'avait pas eu une telle occasion d'accéder à la stabilité.

Pour tout renseignement sur le Brésil, communiquer avec Pierre Delorme, MAECI, tél. : (613) 996-5549; fax : (613) 943-8806; ou avec le consulat général du Canada à São Paulo, tél. : (011-55-11) 287-2122; fax : (011-55-11) 251-5057.

LA SÉRIE SUR L'AMÉRIQUE LATINE

19 FÉVRIER Le Brésil,
L'Argentine,
La Colombie,
Le Pérou

4 MARS LES CARAÏBBES

18 MARS LE CHILI

1^{er} AVRIL LE MEXIQUE